

URBANISME

Françoise Choay

L'utopie aujourd'hui, c'est retrouver le sens du local

A l'ère de la mondialisation, peut-on encore imaginer une utopie ?

Pour Françoise Choay*, spécialiste de l'urbanisme, l'élan utopique n'est pas mort. Il n'est plus question de construire des villes imaginaires, mais de se réappropriier les lieux de vie, ainsi que le patrimoine. Pour inventer une nouvelle société.



A l'ère de la mondialisation, peut-on encore imaginer une utopie ?
FRANÇOISE CHOAY Non si l'on entend par utopie un établissement humain fictif et fantastique, créé par l'imaginaire de la technique. En fait, pour la première fois depuis Cyrano de Bergerac, avec ses voyages dans la Lune, ou bien Henri-Jules Borie, avec ses pistes d'atterrissage coiffant les immeubles parisiens, ou même, plus près de nous, le groupe Archigram, avec la Plug-in City, la ville qu'on branche comme une lampe, la réalité dépasse la fiction.

En moins de cinquante ans, l'électronique et la télématique ont introduit - avec les mémoires artificielles, les réseaux de transport de l'énergie, des fluides, de l'information et des personnes - une révolution dans notre milieu et dans nos comportements sans équivalent depuis la sédentarisation de notre espèce. Nous voici libérés des contraintes ancestrales propres au genre Homo sapiens sapiens : les limites de notre mémoire, la localisation dans l'espace, la durée, les communautés charnelles et enracinées, auxquelles se substituent les communautés virtuelles d'Internet.

C'est l'avènement de l'Homo protheticus, l'homme des prothèses, qu'annonçait Freud. En revanche, la place reste ouverte aux «dystopies», c'est-à-dire à l'imagination des catastrophes sociales susceptibles d'être provoquées par ces fabuleuses avancées techniques, dont autrefois l'écrivain Aldous Huxley avait livré l'exemple avec son Meilleur des mondes. Cependant, je pense que l'utopie, au sens originel que lui donna Thomas More, demeure non seulement possible, mais nécessaire.

Pourtant, More proposait une ville modèle, alors que la ville est aujourd'hui en voie de disparition. Certes. La généralisation de l'aménagement de notre planète par des réseaux techniques de plus en plus performants marque l'avènement d'une urbanisation diffuse et sans contraintes physiques. Non seulement les périphéries des

viles s'étendent indéfiniment, mais il devient désormais possible de s'établir n'importe où, en se branchant sur les réseaux. Cette logique du branchement signe la disparition progressive des différences entre villes et campagnes, au profit d'une civilisation mondiale qu'on peut appeler civilisation de l'urbain... Pour revenir à More, dans l'utopie qu'il nous a léguée (comme dans celles qui ont suivi jusqu'à nos jours), on rencontre une structure tripartite : l'utopie se fonde sur la critique d'une société existante, jugée mauvaise ; elle vise l'établissement d'une «bonne société», qui lui est opposée point par point ; et le passage de la première à la seconde exige la conception d'un «espace bâti modèle» (pas nécessairement une ville) qui sera le support obligé des nouvelles institutions.

Mais ne sommes-nous pas confrontés à un fait paradoxal ? «En Utopie, qui connaît une ville les connaît toutes», disait More. Le modèle d'établissement géométrisé et standardisé qu'il appelait de ses vœux pour réformer les hommes n'est-il pas comparable à la grille mondiale de nos réseaux ? En réalité, cette mondialisation, loin d'être la panacée, appelle au contraire la critique ; de fait, elle mène tout droit à la pensée et au comportement uniques. Non seulement elle artificialise les humains et leurs modes de vie, mais elle conduit au gaspillage des énergies naturelles et à de nouvelles formes, jusqu'alors inconnues, de pauvreté. Cette critique sociale de la mondialisation, More la prendrait sans doute à son compte, mais la société où il vivait et qui demeurerait celle des appartenances locales posait des problèmes à bien des égards radicalement différents des nôtres. Au XXI^e siècle, nous ne sommes plus concernés ni par le contenu de sa critique, ni par celui de son projet, encore moins par une ville modèle. Cependant, les trois termes clés de l'utopie - critique sociale, support spatial, projet social - et la relation qui les unit conservent leur validité entière.

Inutile d'insister sur la critique. Parlons plutôt de l'espace bâti. La question que poserait une utopie actuelle serait celle des retrouvailles avec la terre, avec le monde naturel et concret auquel nous appartenons en tant que vivants. Ce qui veut dire retrouvailles corporelles avec des lieux, par le truchement d'un bâti articulé et différencié, pour servir de support à l'identité humaine et sociétale, puisque aussi bien on ne peut devenir citoyen du monde ou pleinement homme qu'à condition d'appartenir à un lieu. Il s'agit donc d'un retournement copernicien par rapport à l'espace abstrait du modèle de More. La nécessité de ce retournement fut génialement perçue en 1884 par William Morris, le grand critique marxien de la société industrielle, dans son utopie *Nouvelles de nulle part*, dont la ville modèle est en quelque sorte le portrait du Londres préindustriel.

Ces retrouvailles avec le local ne se font-elles pas aujourd'hui à travers le patrimoine édifié : monuments, quartiers, paysages ? Oui et non. A l'heure actuelle, ce patrimoine subit de plein fouet l'impact de la mondialisation : il est chosifié, muséifié, dépersonnalisé et, surtout, transformé en bien économique. Ainsi, le Val de Loire vient d'être inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, et la presse observe que «les élus locaux attendant de cette inscription des retombées économiques. Le Val de Loire a besoin d'une relance touristique. Le public semble se lasser de la visite des châteaux. [...] Le label de l'UNESCO arrive à point. Il devrait [...] faire prendre conscience que le paysage ligérien constitue un tout à valoriser.» La

notion de patrimoine architectural, urbain ou paysager, ne peut avoir de sens légitime que dynamique. C'est-à-dire qu'il ne faut pas le chosifier, mais au contraire se le réapproprier, pour poursuivre, hic et nunc, le travail des générations passées. En ce sens, je dirais : utopie et patrimoine, même combat.

Que signifie pour vous cette équation ? Se réapproprier le patrimoine (urbain ou paysager) en tant que valeur d'usage identitaire, c'est résister à la mondialisation, et tous ceux qui s'engagent dans cette résistance sont aujourd'hui des utopistes potentiels. Mais, attention, il ne s'agit pas de passéisme. Ce qu'il faut combattre, ce n'est pas la technicisation du monde en soi, mais son hégémonie, qui tend à une civilisation minimale unique. Visons, comme Alberto Magnaghi, «la mondialisation par le bas». Autrement dit, sachons utiliser toutes les prothèses à travers lesquelles s'accomplit la mondialisation, mais qu'elles soient au service d'un projet local préalable.

A cet égard, l'action de Magnaghi est exemplaire. Ce professeur d'université, qui est aussi militant et homme de terrain, coordonne depuis plus de dix ans la récupération et la préservation dynamique du patrimoine dans un ensemble de régions italiennes économiquement prospères, mais dévastées par les implantations industrielles, telle la plaine du Pô. Par patrimoine, il faut comprendre les monuments, les anciens établissements agricoles, les petites villes, les paysages et les réseaux hydrauliques aussi bien qu'un patrimoine d'activités économiques et sociales locales (agricoles, artisanales, etc.). Mais la condition d'une réappropriation de ces constructions et de ces pratiques réside dans le troisième terme de More, dont nous n'avons pas parlé, le projet. Celui-ci doit être conçu comme respect et fidélité au passé des lieux et des communautés qui les aménagèrent, mais il doit aussi être assumé comme innovation à venir, projetée dans le futur par les acteurs locaux, si divers ou opposés soient-ils.

Le lien avec l'utopie est donc affirmé et confirmé par le projet. Toutefois, il ne s'agit plus d'un modèle, mais d'un scénario. Alors que le modèle spatial et le modèle social de More étaient conçus par un seul individu et demeuraient sur le papier, le scénario définit aujourd'hui un processus à construire dans la durée, par une communauté réelle qui renoue avec une éthique publique et avec le politique. C'est pourquoi Magnaghi peut définir son expérience comme une utopie concrète - mais une utopie quand même, dont le besoin actuel a été prouvé par l'accueil unanime fait par la presse italienne de tous les bords politiques à son dernier livre, *Il progetto locale* [Le projet local, éd. Bollati Boringhieri, Turin, 2000].

Cette démarche italienne a-t-elle des équivalents ailleurs et peut-elle même être soutenue, y compris dans des agglomérations urbaines denses ? Dans les très grandes agglomérations, qui ont souvent effacé toute trace locale, un tel scénario réclame évidemment davantage d'imagination, mais il n'est pas impossible. Pour ne parler que de l'Europe, ce type de dynamique a été illustré en Belgique, à Bruges, par l'équipe de Groep Planning, comme au Portugal, par le travail de l'ancien maire de Lisbonne, l'architecte-urbaniste Filipe Lopez, avec les habitants des quartiers les plus pauvres de la ville. Chez nous aussi, des signes de changement apparaissent : d'abord, dans la mouvance de José Bové ; plus discrètement, dans le travail des Pact Arim

[associations locales visant à l'amélioration de l'habitat] ou à la faveur des fédérations intercommunales. Et je vois que la municipalité de Nanterre annonce la restructuration de son patrimoine local... Selon la belle formule d'un journaliste italien, il nous faut, à l'heure de la mondialisation, «remplacer la conscience de classe par la conscience du lieu». L'utopie, plus vivante que jamais, c'est désormais la poursuite de nouvelles formes sociales et de nouvelles formes d'habiter qui nous arriment à la terre et nous fassent, dans la différence, réaliser notre destin d'hommes.

Professeur des universités, Françoise Choay a notamment publié *Urbanisme, utopies et réalités* (Le Seuil, 1965), *La Règle et le Modèle* (Le Seuil, 1980), *L'Allégorie du patrimoine* (Le Seuil, 1992